

Le bois et la rénovation thermique: deux des 34 secteurs présentés comme stratégiques par François Hollande et Arnaud Montebourg

Le Président de la République et le ministre du redressement productif ont annoncé, jeudi 12 Septembre, les 34 secteurs stratégiques sur lesquels ils souhaitent qu'une bataille industrielle soit menée. L'industrie du bois et la rénovation thermique des bâtiments en font partie.

Durant les 15 premiers mois de la Présidence de François Hollande, le ministre du redressement productif Arnaud Montebourg est apparu sur la défensive, laissant penser que le champ d'action de son ministère se limitait à la recherche de repreneurs pour usines menacées de fermeture. En annonçant, jeudi 12 septembre, accompagné du Président de la République, les 34 secteurs qui devront dessiner la « nouvelle France industrielle », il a voulu montré qu'il pouvait également jouer attaquant. Ces 34 offensives « ne seront pas à coup sûr des buts », a précisé le ministre du redressement productif, « mais si on en marque de 5 à 25, ce sera bien ».

Installé en février dernier, le Conseil national de l'industrie, a retenu une trentaine de thématiques « sur lesquelles la France maîtrise d'ores et déjà les technologies, qui s'incarnent dans des produits ou des services identifiés et s'intègrent dans un environnement industriel, technologique, universitaire permettant à nos entreprises d'occuper une place imminente », a précisé François Hollande.

Des secteurs stratégiques « pas sortis d'esprits de fonctionnaire ou de ministres »

Ces 34 plans de bataille, où figurent entre autres « dirigeable pour les charges lourdes », « énergies renouvelables », « réseaux électriques intelligents », « industrie du bois », « recyclage et matériaux verts » et « rénovation thermique des bâtiments », « ne sont pas sortis d'esprits de fonctionnaire (...) ou de ministres, par ailleurs nécessaires, mais pas toujours clairvoyants, mais du conseil national de l'Industrie où siègent représentants d'entreprises et de salariés », a indiqué le Président de la République.

Pour les mener, des généraux seront nommés. Issus dans la majorité des cas du monde industriel et économique, "ils seront chargés de mettre sur pieds une stratégie industrielle qui sera passée en revue tous les six mois et qui devra prendre forme avant 10 ans. Si les noms ne sont pas encore connus, dans l'entourage du ministre du redressement productif, on indique que le superviseur du plan industriel « rénovation thermique » sera un dirigeant de Saint-Gobain. Et, on sait d'ores et déjà que Frank Mathis, vice-président du Syndicat national du bois lamellé et administrateur du pôle de compétitivité « Bâtiments à énergie positive », sera à la tête du plan « Industrie du Bois ».

Une filière bois émergera-t-elle ?

Luc Charmasson, président de la France Bois Industrie Entreprises qui rassemble les entreprises industrielles de transformation du bois, se félicite que la filière Forêt-Bois soit identifiée comme l'une des filières stratégiques du plan de relance industriel de la France. « La filière Forêt-Bois qui représente 440 000 emplois non délocalisables et génère un chiffre d'affaires de 60 milliards d'euros, se trouve face à des marchés de demande croissants, notamment pour la construction, indique Luc Charmasson avant de rappeler qu'en Allemagne, avec une surface de production inférieure, la filière Forêt-Bois emploie 950 000 personnes et génère deux fois plus de valeur ajoutée.

« On ne ramasse chaque année que la moitié de ce qui pousse en France et on envoie la majeure partie à l'étranger d'où il nous revient sous forme de produits manufacturés », indique Frank Mathis qui dans son discours devant le président de la République a précisé que « les freins au développement d'une filière sont plus réglementaires que techniques ».

« Aux chefs d'entreprises nous disons : l'Etat sera à vos côtés pour accomplir la troisième révolution industrielle (...) Aux Français nous disons : le progrès n'est pas un astre mort ». Le Président de la République sait que ce n'est pas le choix de ses mots qui convaincra mais les points de croissance et les nouveaux emplois que générera sa politique industrielle qu'il ne veut « ni libérale, ni dirigiste », mais « pragmatique et française ». En attendant qu'elle se traduise en signaux économiques positifs, Arnaud Montebourg clame que « tous les pays qui croquent le monde, croient en eux ».